

CROUS DE CRÉTEIL
70, avenue du Général de Gaulle 94010 CRÉTEIL



Construction d'une résidence étudiante du CROUS CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

MAITRE D'OUVRAGE	CROUS de Créteil - 70, avenue du Général de Gaulle 94010 CRETEIL
AMO	A2MO - Paris 3, rue Primo Levi 75013 Paris 01 53 60 42 64 paris@a2mo.fr
CONTRAT	C-182239



Suivi des modifications

Indice	Date	Rédaction	Validation	Modification
0	31/05/2023	MHE	MHE	

Table des matières

1. CONTEXTE DE L'OPERATION	4
2. DEFINITION DES OBJECTIFS D'UN CHANTIER PROPRE	4
3. CARACTERE CONTRACTUEL DE LA CHARTE	4
4. RESPECT DE LA REGLEMENTATION	4
5. REPONSE A LA CONSULTATION	5
6. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	5
PrÉparation du chantier	5
Nomination des responsables Environnement du Chantier.....	5
Plan d'installation de chantier.....	6
Gestion des flux d'engins de chantier	7
Protection de la biodiversité et Charte Ecologique	7
Mise en place du cantonnement.....	8
Élaboration d'un SOGED	8
Sensibilisation à la qualité de l'air	9
7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES A METTRE EN ŒUVRE	9
Mise en place du classeur « Suivi Environnemental du Chantier ».....	9
Rappel concernant les déchets.....	9
Tri des dÉchets	11
1. Évacuation des terres.....	11
2. Tri des déchets en phase construction	12
3. Valorisation matière	14
4. Suivi des déchets.....	14
RÉduction à la source de la production de dÉchets	15
Relation et Information des riverains.....	16
Bruit	16
Rejets dans l'eau et le sol	18
Rejets dans l'air	19
Pollution visuelle	19
Limitation des consommations sur le chantier	19
Suivi administratif durant le chantier	20



8. SUIVI DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES DURANT LE CHANTIER	20
Suivi hebdomadaire	20
COPIL et rapport d'activité	20
9. BILAN DE CHANTIER	21
10. RISQUES ET PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION	21
11. ANNEXES	23
Synthèse des prescriptions environnementales pour l'entreprise.....	23
1. Déchets :	23
2. Produits et matériaux :	23
3. Impacts environnementaux :	23
4. Nuisances :	23
Pictogrammes déchets	26
12. COMPÉTENCES ET MÉTHODOLOGIE	32
Vos formations	32
Vos méthodes d'encadrement et de contrôle sur le chantier.....	32
13. IDENTIFICATION ET MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER	33
14. ORGANISATION ET GESTION DES DÉCHETS	34
Précisez les mesures spécifiques mises en œuvre pour limiter la production de déchets	36
15. LIMITATION DES NUISANCES LIÉES AU CHANTIER	37
Rappel des exigences de la démarche chantier propre :	37
16. CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION	37



1. CONTEXTE DE L'OPERATION

L'opération menée par Crous Créteil concerne la construction de 232 logements pour une résidence étudiante situés 115 Avenue du Maréchal Foch à Créteil. Ce projet est composé d'1 bâtiment en R+6;

Selon la volonté du **Maître d'Ouvrage**, les 232 logements s'inscrivent dans une démarche de certification **NF Habitat Démarche HQE, maturité M1**.

La présente charte « **Chantier propre** » développe les exigences et attentes du CROUS de Créteil vis-à-vis des entreprises concernées. Celle-ci est valable pour l'ensemble du chantier.

2. DEFINITION DES OBJECTIFS D'UN CHANTIER PROPRE

Un « Chantier propre » est un chantier respectueux de l'environnement. Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche.

Pour ce chantier les enjeux de gestion « Chantier propre » sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier ;
- Limiter les risques sur la santé des ouvriers ;
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier (pollution des sols, de l'air,...) ;
- Limiter les bruits engendrés par les camions, les engins et matériels utilisés ;
- Limiter les problèmes de circulation et de stationnement ;
- Limiter la quantité de déchets de chantier produits et valoriser ces derniers.

3. CARACTERE CONTRACTUEL DE LA CHARTE

Cette charte « Chantier propre » est **une pièce contractuelle du marché de travaux qui est signée par l'entreprise intervenant sur le chantier**. Ses dispositions s'appliquent donc à cette entreprise et ses éventuels sous-traitants.

Cette charte peut contenir certains éléments du **Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé** (PGCSPS) afin de les mettre en valeur. Il est cependant important de souligner qu'elle ne se substitue en rien au PGCSPS et qu'en cas d'exigences contradictoires sur ces éléments communs, le PGCSPS prévaudra.

4. RESPECT DE LA REGLEMENTATION


Chaque entreprise intervenant sur le chantier se doit de se conformer aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs, ainsi qu'au code de l'environnement, au code de la construction et de l'habitation, au code du travail et au code de la santé publique en vigueur.

Il conviendra à l'entreprise de vérifier la dernière réglementation en vigueur.




5. REPONSE A LA CONSULTATION

L'appel d'offre est ouvert en **entreprise générale**.



Lors de la consultation, l'entreprise remet une note de synthèse définissant les dispositions environnementales qu'elle se propose de mettre en œuvre durant le chantier.



Dans cette note de synthèse, l'entreprise devra, à minima :

- Estimer les quantités de déchets produits (en tonnes) par type, et les montants consacrés à leur traitement ;
- Définir ses besoins en zone de tri et de stockage à proximité des postes de travail en indiquant les moyens nécessaires envisagés et les périodes concernées ;
- Préciser la méthode de sensibilisation du personnel à l'environnement (indications, consignes de tri, informations, formations, ...) ;
- Identifier les impacts environnementaux liés aux activités du chantier et les moyens à mettre en œuvre pour limiter ces nuisances ;
- S'engager à nommer un Responsable Environnemental de Chantier (REC) ;
- Spécifier les moyens de contrôle qu'elle utilisera durant le chantier.

Une synthèse des prescriptions environnementales pour l'entreprise est disponible en annexe.

6. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

PRÉPARATION DU CHANTIER

La réunion de préparation du chantier se fera en présence du CROUS de Créteil, du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS, de l'entreprise et de tout autre intervenant du chantier. Cette réunion, en plus d'établir les règles de bon fonctionnement du chantier, abordera notamment les points suivants :

- Rappel des objectifs environnementaux recherchés ;
- Désignation d'un Responsable Environnement de Chantier ;
- L'AMO Environnement attire l'attention des entreprises sur les prestations techniques et de leurs interconnexions en stipulant les points sensibles en matière environnementale. Création d'un tableau de suivi de ces interconnexions qui sera tenu à jour tout au long du chantier ;
- Méthode de sensibilisation proposée par l'entreprise pour sensibiliser le personnel ;
- Constitution du Comité de Pilotage (COPIL). Il se compose du CROUS de Créteil, de l'équipe de maîtrise d'œuvre, du futur exploitant ou gestionnaire, du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS et de l'AMO NF Habitat.

La préparation du chantier sera un moment clé pour prévoir et donc limiter les nuisances faites au voisinage, concernant, notamment, l'encombrement de la circulation aux heures de pointes.

La plus grande vigilance sera demandée afin d'assurer la sécurité du voisinage et des riverains.

NOMINATION DES RESPONSABLES ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

Pour assurer la bonne gestion environnementale du chantier, l'entreprise désigne, lors de la réunion de préparation de chantier, un **Responsable Environnement de Chantier (REC)**.



Ce responsable a pour mission de suivre la **bonne application** des prescriptions énoncées dans la Charte « Chantier propre ».

Le responsable environnement désigné doit être **présent de façon permanente** sur le chantier. Un suppléant est également identifié pour le remplacement du responsable environnement en cas de congés.

Le responsable environnement est chargé :

- D'organiser l'**information des riverains** de la zone ;
- D'organiser l'**accueil et la sensibilisation** régulière à l'environnement des compagnons. Un livret d'accueil destinés aux entreprises-sous-traitantes devra être délivré à chaque intervenants avant le début des travaux afin d'assurer la continuité des exigences environnementales du chantier ;
- D'effectuer le **contrôle** du respect de l'ensemble des **exigences environnementales** (propreté, bruit, poussières, pollutions diverses...) et des **engagements** contenus dans la présente charte «chantier propre » ;
- D'effectuer le suivi du **tri sélectif**, des filières de traitement et des quantités de déchets. Il renseigne à **chaque demande d'évacuation** d'une benne les **bordereaux de suivi des déchets** ;
- De la mise en place de la **signalétique** sur le chantier ;
- De la désignation d'un **responsable environnement à chaque sous-traitant** ;
- De relever régulièrement les **consommations de fluides et d'énergie sur le chantier** ;
- De tenir à jour un « **classeur environnement** » (Cf. ci-dessous §7.1). Il permet de centraliser les documents nécessaires au suivi environnemental.

Sous la responsabilité de l'entreprise générale, un interlocuteur est désigné pour la phase démolition afin de mettre en place les dispositions nécessaires au respect de la charte.

PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Un plan de principe d'organisation du chantier devra être réalisé soit par le maître d'œuvre (qui le joindra au dossier d'appel d'offres) soit par l'entreprise générale. Dans le second cas décrit précédemment, le dossier d'appel d'offres comportera une note de recommandations et d'informations rédigée par la maîtrise d'œuvre et pouvant s'appuyer sur l'analyse de site. Cette note portera sur :

- La prise en compte de l'environnement proche (écoles, hôpital, maisons de retraite, etc..) en cas de nuisances sonores et pollution de l'air (poussières,..).
- L'impact sur les équipements de la collectivité et les précautions à prendre (trafic routier, nettoyage des voies, aires de stationnement,...).
- Tout élément pouvant être impacté par l'activité de chantier.

Sur cette base, et avant le début des travaux, le REC remettra le plan d'installation du chantier. **Il sera soumis à validation du SPS.**

Il aura, pour ce faire, intégré les besoins de l'entreprise et des éventuels sous-traitants intervenants quant à l'installation de chantier intégrant, par phase, les emprises nécessaires pour :

Les clôtures et les accès du chantier en garantissant la qualité et la propreté des voiries publiques extérieures ;

La base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaire, vestiaires, W-C, cantine) ;

La zone de traitement des polluants possibles ;

La végétation et les éléments la protégeant ;

Les zones de stationnement des véhicules du chantier (véhicules particuliers, véhicules de l'entreprise en cours de journée, ...) ;

Les panneaux de signalisation de chantier en lien avec le plan de circulation défini ;

Les grues en indiquant les hauteurs et zones de giration possibles ;

Les aires réservées au chargement et déchargement des camions et leurs zones de manœuvre ;



Les aires d'accompagnement pour la mise en œuvre du béton : place de la centrale à béton, aire de nettoyage et fosse de décantation des laitances pour les toupies et bennes de bétons ;

Les aires de stockage des bennes à déchets en fonction de l'avancement du chantier ;

Les aires de stockage des matériaux ;

L'emplacement des réseaux et leur branchement ;

- L'entrée et la sortie des engins et camions (livraison et enlèvement) avec si possible un sens unique et une zone tampon servant de parking temporaire.
- Les aires d'installation d'un système de nettoyage des roues des camions si nécessaire. (poste d'arrosage ou mise en place d'un débourbeur, avec traitement, voire récupération, des eaux sales)

La circulation des engins de chantier et l'accès au chantier devront être envisagés avec les services de la collectivité de manière à ne pas gêner la circulation

GESTION DES FLUX D'ENGINS DE CHANTIER

Il est évalué avec les services de la collectivité concernée les procédures pour fluidifier les flux d'engins (modification des règles locales de circulations, réservation de zones pour un parking tampon, interdiction de stationner aux abords du chantier, etc.). Il peut être mis en place une gestion des flux permanente durant la démolition, les travaux de terrassement et le gros œuvre afin d'éviter des embouteillages et attentes.

Le Maître d'ouvrage s'assurera de l'organisation :

- de la circulation sur les voies publiques ou privées, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- du stationnement pour les riverains et le personnel impliqué dans les travaux, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- de l'approvisionnement du chantier et des enlèvements (heures, itinéraires, etc.) en concertation avec les différentes collectivités concernées.

Les entreprises ou le groupement doivent entretenir et réviser les engins de chantier correctement (réglage CO2, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.

PROTECTION DE LA BIODIVERSITE ET CHARTE ECOLOGIQUE

L'entreprise devra veiller à ne pas perturber l'environnement local. Des dispositions sont prises pour protéger la faune et la flore (des agressions mécaniques, des poussières, des pollutions accidentelles..), par exemple :

- En cas de présence d'espace vert sur le site, l'idéal est de supprimer les arbres en dehors des périodes de nidifications pour ne pas déranger les oiseaux en période de ponte.
- Les arbres de la parcelle qui ne seront pas abattus seront protégés de la vie du chantier. Un espace comprenant les périmètres des branches et des racines sortantes devra être matérialisé. Si certaines branches devaient être amenées à gêner, il est préférable d'élaguer l'arbre au lieu de risquer de casser une branche (une porte ouverture aux maladies). Les autres plantes, parterre, haies et gazons seront également protégés des agressions mécaniques et de la poussière.
- De plus, en période de terrassement, il est intéressant de laisser les terres de déblais en place pour laisser le temps à l'entomofaune de migrer vers des zones refuges.
- Pour garder la biodiversité locale, il est également conseillé de conserver la « bonne terre » du site existant car elle comporte une sélection de graines de plantes locales.

Par ailleurs, les entreprises travaillant sur le chantier doivent en être informées avec une charte écologique.

Cette charte fournie par CITAE présente les engagements à prendre en compte en faveur de la biodiversité lors de la phase chantier :

- Lutter contre les espèces invasives et envahissantes ;



- Maîtriser les impacts liés aux sols par une planification du chantier ;
- Réutiliser les terres excédentaires ;
- Gérer le sol pour préserver sa biodiversité (décapage, tassage, travail sur sol sec, délimitation et protection des zones) ;
- Neutraliser les risques pour la faune (trous, déchets, équipements à risque) ;
- Travailler sur l'optimisation fonctionnelle des équipements (afin de limiter les pollutions sonores et visuelles sur la faune et la flore) ;

La charte doit être complétée par le Responsable Environnement Chantier, en précisant le contenu du plan d'installation de chantier (PIC) en signalant graphiquement les emprises au sol de protection des arbres et les mises en défens des espaces végétalisés sensibles :

- La limite du chantier ;
- La végétation à conserver et les éléments la protégeant ;
- Les zones ou habitats remarquables à conserver et les méthodes mises en place pour les conserver, notamment les limitations de circulation des engins et camions à proximité ;
- Les zones de stockage des matériaux et produits, les zones de tri sélectif des déchets de chantier ;
- Les zones de traitement des polluants possibles, éloignées des milieux à protéger ;
- La base de vie, les abris engins, les voies d'accès, les circulations piétons et engins ou encore la clôture de chantier.

La procédure de traitement des pollutions accidentelles est d'autant plus sensible sur ces espaces. En cas de pollution non maîtrisable et non traitable, les autorités locales devront être informées au plus vite.

MISE EN PLACE DU CANTONNEMENT

La gestion du cantonnement se fait dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel sont prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Les cabinets d'aisance et les douches sont installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows. Les planchers des locaux sont étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes sont raccordées au système d'assainissement et doivent respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

ÉLABORATION D'UN SOGED

Les éléments spécifiques à la gestion des déchets seront intégrés au SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets). Ce document détaille l'ensemble des éléments d'un marché concernant la gestion des déchets sur le chantier. L'entreprise se doit de réaliser ce SOGED avant le début des travaux.

Le SOGED définira la mise en œuvre d'un programme d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets de chantier du bâtiment. Il quantifie les déchets du chantier dans les différentes classes de déchets, par corps d'état ou tous corps d'état ; le but étant de valoriser au maximum ces déchets, de les évacuer au plus proche et dans les meilleures conditions économiques. La liste des centres de stockage les plus proches du site est détaillée au paragraphe « 7.3 Tri des déchets ».

A cette fin, les entrepreneurs auront apprécié au mieux et décriront les différents modes de tri et de sélection au poste de travail, sur chantier ou sur des plates-formes appropriées, tout comme elles auront précisé les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.

Enfin les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux devront être précisés

Le SOGED permettra à l'entreprise d'exposer et de s'engager sur :

- Les quantités et le type de déchets produits ;
- Les centres de stockage ou centre de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer ;



- Les méthodes qui seront employées pour assurer le tri des déchets ;
- Les moyens de contrôle et de suivi mis en œuvre pendant le chantier, afin de vérifier le respect du SOGED.

SENSIBILISATION A LA QUALITE DE L'AIR.

Une réunion de sensibilisation est organisée, destinée à l'ensemble des intervenants impliqués sur la phase chantier, et des informations visuelles sont fournies (sous forme d'affiches par exemple) afin de rappeler les enjeux de qualité de l'air intérieur et les bonnes pratiques à adopter pour la maintenir.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES A METTRE EN ŒUVRE

(Non exhaustif d'un point de vue des dispositions environnementales réglementaires)

MISE EN PLACE DU CLASSEUR « SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER ».

Un classeur spécifique au suivi environnemental sera tenu à jour par le REC et mis à disposition dans la salle de réunion. Ce classeur comportera notamment :

- Les comptes rendus de suivi du chantier ;
- La charte chantier ;
- Les documents de sensibilisation du personnel (établis par l'entreprise) ;
- Les fiches incidents (= Fiche d'action corrective), validées par le REC ;
- Le registre de réclamations des riverains, des services municipaux, des concessionnaires (en incluant les moyens de gestion des plaintes mis en œuvre) ;
- Le registre de suivi de l'enlèvement des bennes et les bordereaux de suivi des déchets ;
- Le tableau de suivi des compteurs d'eau et d'électricité ;
- Les opérations de nettoyage y compris passage éventuel de la balayeuse sur voirie ;
- Le suivi des fiches d'impacts environnementaux et de gestion des déchets ;
- Les quantités de déchets prévisionnels et la filière de traitement des déchets envisagée fournis par l'entreprise.

RAPPEL CONCERNANT LES DECHETS

Déchets inertes non dangereux (ex D.I.) : Déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en **site de classe III**.

Exemples : terre et matériaux de terrassement non pollués, béton armé, pierres, briques, carrelages, ardoise, laine de roche, enrobés bitumineux, asphalte coulé...

Déchets dangereux (ex D.D.) : Déchets présentant une ou plusieurs propriétés de danger ou contenant des substances toxiques ou nocives pour l'homme ou pour l'environnement. Ces déchets devront être stockés dans des conteneurs étanches et confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux.

Exemples : bois traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds, amiante, accumulateurs, piles, peintures, solvants, accessoires et matériaux souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants...), agents chimiques (ignifuges, pesticides...), huile (vidange...), tubes fluo...

Déchets non dangereux et non inertes (ex D.I.B.) : Également déchets ménagers et assimilés, ils comprennent tous les déchets qui ne sont ni inertes, ni dangereux. Ils seront triés par nature et dirigés vers des centres de recyclage ou d'incinération. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage de classe II.

Exemples : bois non traités, déchets verts, plâtre, métaux, matières plastiques, caoutchouc, pneus, textiles, moquettes, colles et mastics à l'eau, polystyrène expansé verre...



Les emballages font partie des déchets non dangereux, non inertes (ex D.I.B) mais sont traités à part.

Articles R 543-66 à R 543-74 du Code de l'environnement (ex décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages, précise que :

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage [...] sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Sont concernés par ce décret les déchets résultants de l'abandon des emballages d'un produit à tous les stades de la fabrication ou de la commercialisation, autres que celui de la consommation ou de l'utilisation par les ménages.

Un conteneur spécifique permettant la récupération des déchets d'emballage doit être mis en place et les bordereaux de transport et attestation du centre de valorisation doivent être récupérés par le responsable environnement du chantier.





TRI DES DÉCHETS

L'entreprise doit assurer la gestion environnementale des déchets du chantier depuis le dépôt dans les bennes jusqu'à ce qu'ils soient confiés à un prestataire déchets.

Le responsable environnement de chantier assure l'organisation de la collecte, le contrôle du tri, l'évacuation des déchets et la récupération des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD), **y compris pour les déblais/remblais.**

1. Évacuation des terres

En cas de pollution avérée sur le site du projet, l'entreprise titulaire du lot « Terrassement » devra réaliser une procédure d'acceptation préalable afin de justifier de la compatibilité de stockage de ces terres en installation de stockage de déchets inertes (arrêté du 15 mars 2006, codifié à l'article L 541-30-1 du Code de l'Environnement et le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments).

D'après l'étude environnementale réalisée par SOLPOL :

"Les terres concernées devront être dirigées, à minima, vers une Installation de Stockage de Déchets Inertes avec Seuils Augmentés (ISDI-SA), pour celles présentant uniquement des teneurs inférieures à 3 fois les valeurs seuil de l'arrêté du 12/12/2014, ou vers une Installation de Stockage de type « comblement de carrière pour terres sulfatées », pour celles présentant uniquement des anomalies en sulfates et fraction soluble, sous réserve d'acceptation de la part des installations de stockage. Les autres terres du site, répondant aux critères de l'arrêté du 12 décembre 2014, pourront ainsi être dirigées vers une filière de type Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), sous réserve d'acceptation de la part de l'installation de stockage."

Si la pollution se produit au cours de la phase exécution, il conviendra d'utiliser le kit antipollution prévu à cet effet, puis de placer ce dernier dans le bac à déchets dangereux. Les terres polluées, quant à elle, devront être évacuées vers un centre de stockage adapté.

Les **centres de traitement des terres polluées les plus proches du site d'implantation du projet sont :**

NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
AVR ENVIRONNEMENT	Adresse : 49, chemin latéral - 93140 BONDY Tél : 01 41 55 19 58 Fax : 01 41 55 19 60 Email : communication@avr.fr	19 km
ECT	Adresse : 23 AVENUE HELENE BOUCHER - 93120 LA COURNEUVE Tél : 01 60 54 57 40	25 km
BIG BENNES	Adresse : ZA du Mont St Sébastien, rue de Mont - 77111 SOIGNOLLES-EN-BRIE Tél : 01 64 06 72 93 Fax : 01 64 06 63 04 Email : contact@bigbennes.com	33 km



2. Tri des déchets en phase construction

Cas n°1 : TRI IN SITU POSSIBLE :

La topographie / La taille de la parcelle rend la mise en place du **tri in-situ** possible. Selon la place disponible sur le site des bennes seront mises en place pour le tri des déchets suivants : bois / ferraille / inertes / DIB / emballages.

Cas n°2 : TRI IN SITU IMPOSSIBLE DONC TRI EXTERNALISE :

La topographie / La taille de la parcelle rend la mise en place du tri in-situ difficile. Un **tri externalisé** des déchets de chantier est donc plus approprié. Une logistique concernant l'enlèvement des déchets est tout particulièrement étudiée. Le tri des déchets s'effectue alors à l'extérieur du chantier. Il est confié à un prestataire spécialisé dans ce domaine et délocalisé du chantier.

Quel que soit le cas de figure (tri externalisé ou tri in situ), il faudra impérativement prévoir des bacs étanches pour trier les déchets dangereux des déchets non dangereux. Pour rappel : tout déchet non dangereux souillé par un déchet dangereux devient à son tour un déchet dangereux. Il devient alors nocif pour l'environnement, et coûte, de surcroît, beaucoup plus cher à l'évacuation.

Le TITRE IV du LIVRE V du Code de l'Environnement prévoit que, pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement recherchés, des plans fixeront le cadre d'élimination des différentes catégories de déchet. Ces plans ont pour objectif d'orienter et de coordonner les actions à mener par les pouvoirs publics et les organismes privés en vue de satisfaire aux objectifs et principes de la loi :

- La prévention et la réduction des déchets à la source ;
- Le respect du principe de proximité en limitant les transports de déchets
- La valorisation des déchets par réemploi, recyclage matière, valorisation organique et énergétique ;
- L'information du public.

Par ailleurs, les **centres de traitement les plus proches du site d'implantation du projet sont :**

Les Déchets Dangereux Mélangés peuvent être évacués et recyclés dans les centres suivants :

NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
AVR ENVIRONNEMENT	Adresse : 49, chemin latéral - 93140 BONDY Tél : 01 41 55 19 58 Fax : 01 41 55 19 60 Email : communication@avr.fr	19 km
ESPACE ARTISAN	Adresse : 11 allée de la Briarde - 77184 EMERAINVILLE Tél : 01 49 62 01 23	20 km
RECYDIS	Adresse : 10 rue de la Victoire - 93150 LE BLANC-MESNIL Tél : 01 55 81 57 00	27 km

Les **Déchets Non Dangereux et Non Inertes** peuvent être évacués dans les centres suivants :

NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
SEPUR SASU	Adresse : 7 chemin de Villeneuve Saint Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 06 61 02 97 63 Fax : 01 43 96 08 50	2,64 km



NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
	Email : tri.alforville@sepur.com	
LA PLATEFORME DU BATIMENT	Adresse : 9 chemin de Villeneuve Saint-Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 41 79 57 00	2,73 km
POINT P	Adresse : 19 Quai de la révolution - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 58 73 88 88	3,71 km

Les **Déchets Inertes Mélangés** peuvent être évacués dans les centres suivants :

NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
SEPUR SASU	Adresse : 7 chemin de Villeneuve Saint Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 06 61 02 97 63 Fax : 01 43 96 08 50 Email : tri.alforville@sepur.com	2,64 km
LA PLATEFORME DU BATIMENT	Adresse : 9 chemin de Villeneuve Saint-Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 41 79 57 00	2,73 km
POINT P	Adresse : 19 Quai de la révolution - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 58 73 88 88	3,71 km

Les **déchets mélangés** peuvent être évacués vers les plateformes de tri suivantes :

NOM DU CENTRE	COORDONNEES	DISTANCE ESTIMEE
SEPUR SASU	Adresse : 7 chemin de Villeneuve Saint Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 06 61 02 97 63 Fax : 01 43 96 08 50 Email : tri.alforville@sepur.com	2,64 km
LA PLATEFORME DU BATIMENT	Adresse : 9 chemin de Villeneuve Saint-Georges - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 41 79 57 00	2,73 km
POINT P	Adresse : 19 Quai de la révolution - 94140 ALFORTVILLE Tél : 01 58 73 88 88	3,71 km



Source Fédération française du bâtiment, <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr>

Les déchets d'équipement électrique et électronique relevant d'une filière Responsabilité élargie des producteurs (REP) sont collectés et traités en faisant appel aux éco-organismes agréés par l'État ou avec des prestataires en contrat avec eux pour les prendre en charge.

3. Valorisation matière

La démarche Environnement privilégiant la valorisation matière, il s'agit d'orienter les déchets concernés vers des plates formes adéquates.

Il n'existe aujourd'hui pas de définition standardisée de la valorisation. Un rapport du Sénat précise cependant ce terme : *la valorisation consiste dans « le réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie »*. On peut donc différencier une valorisation matière qui doit permettre de réutiliser les éléments constitutifs du déchet en les intégrant dans le circuit économique, et une valorisation énergétique, utilisant les déchets dans le but de produire de l'énergie.

Dans le cadre des recommandations T2-2000, il sera demandé aux entreprises de récupérer les informations relatives à la valorisation des déchets générés par le chantier (taux de valorisation, type de valorisation, etc.). Elle est renforcée par le décret **n° 2021-254 du 9 mars 2021** relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

4. Suivi des déchets

Plusieurs textes principaux régissent le transport par route, le négoce et le courtage des déchets :

- Articles L 541-1 à L 541-48 du Code de l'environnement relatif à la prévention et à la gestion des déchets.
- Articles L 541-49 à L 541-79 du Code de l'Environnement relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.
- Circulaire du 16 décembre 1998 : relative à la mise en œuvre du décret n°98-679 du 30 juillet 1998.
- Décret n° 2020-1573 du 11 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.
- Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets
- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre.
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
- Décret **n° 2021-1941 du 31 décembre 2021** relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment

Les transporteurs doivent fournir les **attestations autorisant le transport de déchets** et précisant leur destination précise conformément aux **Articles R 541-49 à R 541-61 et R 541-79 du Code de l'Environnement** relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

Le récupérateur doit fournir la **preuve écrite** au Maître d'Ouvrage que les déchets qu'il prend en charge sont correctement valorisés, recyclés ou à défaut traités par enfouissement ou incinération.

Les doubles des bordereaux de suivi des déchets sont conservés et classés par le REC sur le chantier.

Concernant les déchets dangereux, les **bordereaux réglementaires de suivi des Déchets Dangereux** doivent être fournis par le prestataire chargé de leur enlèvement. Le formulaire CERFA N° 12571 est disponible en annexe.



A chaque évacuation d'une benne, les **bordereaux de suivi sont renseignés** et remis au prestataire chargé de leur enlèvement. Un double est conservé sur le chantier.

L'entreprise doit veiller à ce que ces bordereaux soient remplis correctement.

L'entreprise fournit au Maître d'ouvrage une preuve d'élimination des déchets y compris pour les déblais/remblais.

Les bennes à déchets seront clairement identifiées par une couleur, un numéro, un pictogramme ou une représentation (dessin ou photo) des déchets qui y sont collectés (Cf. annexe : Pictogrammes déchets).

Le mélange de déchets à trier sélectivement ne sera pas accepté même temporairement.

L'entreprise doit tenir à jour un tableau de gestion de ces déchets mentionnant la date d'enlèvement et la nature des déchets, le n° du bon d'enlèvement, le prix de l'enlèvement / traitement.

Dispositions particulières

Si des déchets sont repris par les entreprises sous-traitantes qui les génèrent pour les faire traiter dans une autre filière que celles mises en place sur le chantier, ces dernières doivent fournir au REC la preuve qu'elles ont confié ou éliminé leurs déchets de manière conforme à la loi en fournissant les bordereaux de suivi.

Les déchets d'origine alimentaire dus à la présence des compagnons ne doivent pas être éliminés dans les bennes de chantier : une poubelle spécifique sera prévue près des cantonnements.

**Le brûlage est strictement interdit.
(Sauf en cas de présence d'insectes xylophages)**

RÉDUCTION A LA SOURCE DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'entreprise doit prévoir les moyens pour réduire sa production de déchets :

- Généraliser le calepinage : une estimation précise des besoins est réalisée avant toute livraison pour éviter le gaspillage de matériaux livrés en vrac, au mètre linéaire ou au mètre carré. Les éléments de construction sont livrés à la bonne taille afin d'éviter les découpes sur le site, génératrices de déchets ;
- Éviter les erreurs dans la mise en œuvre et dans la commande des matériaux ;
- Veiller à éviter tous les percements de reprise de réservations non signalées et non prévues car ils sont sujets à générer des déchets et nuisances de chantier supplémentaires (bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse) ;
- Privilégier les choix de systèmes constructifs générateurs de moins de déchets (composants préfabriqués...) ;
- Stocker soigneusement et peu de temps les matériaux et produits sensibles, à l'abri des intempéries et du soleil, en évitant les risques de dommages causés par les autres corps d'état. Il convient d'éviter les transports inutiles ;
- Respecter les travaux déjà réalisés ;
- Réaliser les coffrages des réservations dans des matériaux permettant leur réutilisation (coffrages métalliques, bois réutilisables, boîte d'attente en cartons). En conséquence, les déchets de polystyrène doivent être supprimés ;
- Limiter les chutes de bois par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ;
- Contrôler les emballages dès la passation des marchés avec les fournisseurs, et réduire les pertes et chutes par une optimisation des modes de conditionnement.



RELATION ET INFORMATION DES RIVERAINS

La maîtrise d'ouvrage définira de concert avec la collectivité locale les moyens de diffusion de l'information aux riverains.

Cette communication devra comporter les éléments suivants :

- L'architecture du bâtiment (parking, zones paysagées, hauteur du bâtiment, nature des façades, orientations, etc.) ;
- L'activité prévue dans le futur bâtiment (logements collectifs, maison individuelle, commerces, etc.) ;
- Le déroulement du chantier (les principales phases, le planning) et les précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement, les moyens utilisés (grue, engins de terrassement, etc.), les principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruits, poussières, etc.).
- Un planning prévisionnel des opérations bruyantes à l'attention des riverains, document mis à jour en fonction des modifications ;
- Un point de contact direct avec le Maître d'ouvrage (adresse mail ou numéro de téléphone).

L'entreprise devra notamment étudier les nuisances qu'elle peut engendrer :

- Le bruit ;
- Les poussières ;
- La circulation autour du chantier ;
- La modification des accès aux bâtiments environnants.

Une fois ces nuisances identifiées et planifiées, les riverains en seront avertis suffisamment tôt (par exemple via un affichage et/ou courrier si nécessaire).

Le programme de démolition fait l'objet d'une information des autorités locales qui définissent le meilleur moyen d'information auprès des personnes concernées. Le Maître d'ouvrage désigne la personne responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers.

La communication des activités de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.) devra recevoir une attention particulière. Le cas échéant il pourra être mis en place, en accord avec les riverains, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s'exercer en tenant compte du voisinage (école, crèche, hôpital, clinique, maison de retraite, etc.) et de la réglementation locale en la matière. La période pourra, par exemple, être de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures les jours ouvrés de la semaine.

Le REC veillera à assurer le suivi des plaintes et réclamations riveraines. Une boîte aux lettres pourra être installée à l'entrée du chantier afin de pouvoir recueillir les éventuelles plaintes des riverains. Les habitants pourront s'exprimer sur le déroulement du chantier via cette boîte aux lettres. L'entreprise devra se tenir informée des plaintes émises, et les traiter dans la mesure du possible.

En cas de mécontentement important des riverains, la maîtrise d'ouvrage pourra déclencher une réunion à laquelle devront participer les référents environnement.

Le REC tiendra à jour, de façon régulière, un tableau de suivi de ces réclamations indiquant à minima : la date, l'origine et la raison de la plainte ainsi que les actions correctives et/ou préventives qu'elle aura permis de mettre en œuvre.

Les panneaux de chantier feront état de la démarche environnementale engagée par le Maître d'Ouvrage.

BRUIT

Une attention particulière sur le bruit lié au chantier doit être apportée, afin de ne pas perturber le quotidien des riverains, le confort des ouvriers et la tranquillité du quartier. La réglementation en vigueur sera respectée en ce qui concerne les horaires de chantier. Selon la loi dite « BRUIT », Articles L 571-1 à L 571-26 du Code de



L'Environnement, les activités bruyantes ne sont autorisées qu'aux horaires suivants (sous réserve d'un arrêté municipal plus contraignant) :

Entre 7h et 19h30	75 dB(A) en limite de chantier avec des pics maximaux ¹ à 85 dB(A)
Entre 19h30 et 22h	Émergence ² inférieure à 5 dB(A)
Entre 22h et le lendemain matin	Émergence inférieure à 3 dB(A)
Entre le samedi soir 19h30 et le lundi matin 7h (ou respectivement veille de jours fériés)	Émergence inférieure à 3 dB(A)

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que :

- Les contrôles des niveaux de bruit par sonomètre pourront être imposés à l'entreprise durant le chantier, à la demande du maître d'ouvrage ;
- Les services de police peuvent constater les infractions même sans mesurer les niveaux sonores atteints, en contrôlant les distances d'utilisation par rapport aux habitations, en se faisant présenter les documents d'homologation, en contrôlant les marques d'identification des engins et le bon fonctionnement des dispositifs d'insonorisation ;
- Les sanctions fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage peuvent être prises à l'encontre des entreprises, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge des entrepreneurs sanctionnés.

En fonction des caractéristiques du chantier l'entreprise devra :

- Éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ;
- Généraliser les banches à serrage par clé dynamométrique et non au marteau ;
- Éviter les chutes de matériel ;
- Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreux, marteau piqueur,...) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations. Le doublement des engins et matériels sera envisagé afin de réduire les durées d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore (3 dB(A) environ) ;
- À service rendu équivalent, préférer les engins hydrauliques aux électriques. Et préférer les engins électriques aux engins pneumatiques ;
- Utiliser des talkies walkies (ou téléphones portables) pour communiquer ;
- Utiliser des engins insonorisés ;
- Préférer les grues dont le moteur est placé en position basse ;
- La liaison avec le grutier se fait par liaison radio depuis le sol.
- Utiliser du matériel conforme et vérifié périodiquement ;
- Implanter les locaux des cantonnements de façon à les utiliser comme écran ;
- Eloigner les bennes à déchets des riverains ;
- Mettre en place à des endroits appropriés, des palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolement acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis ;
- Organiser le chantier afin d'éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton et en informer les fournisseurs.

La sensibilisation du personnel de chantier devra porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui et sur les risques encourus pour leur propre confort et santé. Une exposition à un niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs. Les intervenants, sur le chantier, exposés à des émissions sonores seront informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail. Le

¹ Définis par le terme bruit à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 1997

² L'émergence est définie par l'arrêté du 23 janvier 1997 comme la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (chantier en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par le chantier)



personnel de chantier sera sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendront en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

Les engins listés à l'article 5 de l'**arrêté du 18 mars 2002** et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles sont utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un **niveau sonore inférieur d'au moins 5 dBA au seuil imposé par le-dit arrêté**. Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise ou le groupement doit fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Les engins dont le **niveau sonore est inférieur à 100 dB** (puissance acoustique) sont sélectionnés.

L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les engins utilisés devront disposer d'un niveau de pression acoustique inférieur à 100 dB

REJETS DANS L'EAU ET LE SOL

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit.

Tout rejet d'effluents liquides non traités est strictement prohibé.

Les dispositions suivantes seront obligatoirement mises en place par l'entreprise :

- Mise en œuvre de moyens pour éviter l'écoulement des laitances dans le sol (bacs de rétention et de décantation). Celles-ci seront dans la mesure du possible réutilisées pour la fabrication de béton frais ;
- Mise en place obligatoire de bacs avec une rétention suffisante pour le stockage des peintures, solvants, etc, en ayant vérifié préalablement la compatibilité des produits destinés au même bac ;
- Stockage sur bac de rétention approprié pour les produits dangereux. Ces derniers doivent être munis de leur étiquetage spécifique selon leur dangerosité (toxique, inflammable, nocif...), en bon état, permettant une parfaite lisibilité ;
- Utilisation d'huiles de décoffrages biodégradables ;
- Aucun nettoyage de toupie ne sera autorisé sur le chantier ;
- Les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol seront évacués vers un lieu de traitement agréé. A défaut ces terres seront placées dans la benne DIS.
- En présence d'un réseau communal de collecte des eaux usées : Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes du cantonnement devront être raccordées au système d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.
- En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées : Les eaux usées et les eaux vannes provenant du chantier devront être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel. Selon la méthodologie employée par les conducteurs d'engins (vidanges, etc.), il pourra être nécessaire d'équiper le chantier d'un débourbeur et d'un séparateur d'hydrocarbures.
- Les cabinets d'aisance et les douches seront installés si possible au rez-de-chaussée. Les planchers des cantonnements seront étanches.

Par ailleurs, les entreprises se doteront de moyens de prévention permettant de se prémunir de tout **déversement accidentel de produit dangereux** (kit anti-pollution, sable absorbant...). Ces dispositifs feront l'objet d'une information et d'une sensibilisation régulière des ouvriers sur le chantier afin de les familiariser à leur maniement. Enfin, les entreprises devront avoir à leur disposition sur le chantier, les **Fiches de Sécurité (FDS)** des produits dangereux qu'elles utilisent, dans le respect des réglementations en vigueur (REACH, etc.).



En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Une attention sera maintenant portée sur les produits de construction contenant des COV. Ils devront être stockés dans un endroit protégé pour éviter toute contamination de l'environnement. C'est à dire une zone de stockage, étanche, ventilée, protégée des intempéries. Cette zone aura un accès restreint aux seules personnes concernées.

Les produits seront sur rétention et devront être traités comme des déchets dangereux.

REJETS DANS L'AIR

Il est rappelé que :

- L'entreprise veille à limiter l'envol des poussières (nettoyage périodique...) ;
- En période sèche, les travaux générateurs de poussière seront réalisés après arrosage superficiel ; Les voies de circulation et d'accès extérieurs seront nettoyées régulièrement et humidifiées si besoin.
- Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets ;
- L'entreprise veille à limiter l'envol des poussières notamment par la présence de filtres à poussières pour l'outillage et toutes autres dispositions nécessaires (nettoyage périodique...) ;
- Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques.

POLLUTION VISUELLE

Pour que le chantier soit le mieux accepté par le public, les responsables des travaux veilleront à la propreté et à l'aspect général du site et devront s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental :

- propreté de la voie publique et points où sont exécutés les travaux en dehors du chantier ;
- clôture entourant le chantier ouvert sur la voie publique assurant une protection et une interdiction d'accès à toute personne étrangère au chantier.

Les entreprises prévoient :

- L'organisation du stationnement de tous les véhicules ;
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail de tous les corps d'état notamment la collecte des déchets, l'enlèvement des terres et matériaux en dehors de la parcelle privative ;
- Le maintien en bon état de la clôture de chantier. Les graffitis seront effacés,
- Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol ;
- l'installation d'un dispositif de nettoyage de roues des camions si nécessaire (poste d'arrosage ou mise en place d'un débourbeur, avec traitement, voire récupération, des eaux sales) ;
- l'humidification des voies de circulation et d'accès extérieures, lorsque cela est nécessaire, afin d'éviter la poussière. Ces voies sont nettoyées régulièrement afin de faciliter la circulation ;
- le nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès ;
- L'organisation et le balisage des zones de stockage.

LIMITATION DES CONSOMMATIONS SUR LE CHANTIER

Pour rappel, les cantonnements de tout chantier mis en place pour une durée supérieure ou égale à 24 mois devront respecter la **réglementation thermique 2012** (cf. arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments).

L'entreprise met en place des dispositifs afin de limiter les consommations d'eau et d'électricité :

- Avoir un branchement électrique opérationnel pour supprimer le recours à un groupe électrogène.



- Utilisation de robinetterie temporisée et/ou d'économiseurs d'eau sur les becs des robinetteries des lavabos, douches et éventuellement éviers ;
- Utilisation de cuvettes de W-C avec réservoir de chasse 3/6 litres ;
- Mise en œuvre du 24 volts pour les éclairages provisoires ;
- Mise en œuvre de détecteurs de présence ;
- Mise en œuvre de luminaires basse consommation pour les bureaux, vestiaires et salles de réunion ;
- Electrovanne après le compteur à eau minutée sur les horaires de chantier afin d'éviter les fuites ;
- Mise en œuvre d'armoires chauffantes.

Le REC s'assure que les installations sont hors tension avant la fermeture du chantier et met en place un suivi des consommations d'eau et d'énergie. Les informations concernant les relevés de **compteurs d'eau et d'électricité, accessibles par le responsable environnement**, sont reportées au compte rendu de chantier hebdomadaire.

SUIVI ADMINISTRATIF DURANT LE CHANTIER

Dans le cadre de la démarche chantier propre, le REC s'assure que les éléments suivants soient collectés tout au long du chantier :

- 100% des bordereaux de suivi des déchets réglementés (amiantes, emballages, déchets dangereux) ;
- 100% des bordereaux de suivi des autres déchets ;
- Un document faisant apparaître la part de valorisation des déchets du chantier ;
- Récolter les FDS (Fiche de Données de Sécurité) de tous les produits utilisés ;
- Les FDES (Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire) ou données environnementales des matériaux ;
- 100% des bons de livraison des isolants (thermiques et acoustiques)
- 100% des certificats ACERMI des isolants
- La note de dimensionnement des émetteurs de chaleur (en fin de chantier)
- La fiche d'auto-contrôle de la VMC (en fin de chantier)

8. SUIVI DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES DURANT LE CHANTIER

SUIVI HEBDOMADAIRE

Le maître d'œuvre d'exécution réalise une réunion hebdomadaire. Il intègre dans son compte-rendu un **paragraphe spécifique au suivi environnemental** de chantier et assure la prise en compte des remarques des riverains.

COPIL ET RAPPORT D'ACTIVITE

Constitution du **Comité de Pilotage (COPIL)**. Il se compose de Nom du Maître d'Ouvrage, de l'équipe de maîtrise d'œuvre, du futur exploitant ou gestionnaire, du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS et de l'AMO Environnement.

Réalisées sur demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, ces réunions interviennent aux moments clés du chantier (fin de gros œuvre, fin du second œuvre, incident particulier) ou dès lors qu'une modification de programme a un impact sur l'engagement politique du maître d'ouvrage.

L'AMO Environnement réalise un rapport d'activité suite à chacune des visites chantier propre qu'il réalise et le diffuse à l'ensemble des intervenants du projet. Ce rapport aborde l'ensemble des points suivants :

- Incidents de chantier (accidents, pollution accidentelle, retard important, etc.) ;
- Les plaintes éventuelles des riverains et leur traitement ;
- La mise à jour des plans du chantier (cantonnement, zone de stockage, etc.) en fonction des phases du chantier ;



- Analyse et propositions sur les remarques des organismes de contrôle en matière environnementale (bureaux de contrôle, étude de sol, pollution, etc.) ;
- Le relevé des compteurs des énergies et fluides et les surconsommations, accompagnés d'une analyse et d'une note d'information ;
- Les dépenses de nettoyage et des coûts de consommation en énergies et fluides ;
- Les quantités de déchets évacués, avec copie des bons de transport et de livraison ;
- Les phases ultérieures présentant des inconvénients, des risques possibles ou des gênes.

9. BILAN DE CHANTIER

A l'issue du chantier, un bilan de chantier permettant de mesurer les efforts et dispositifs environnementaux mis en place est réalisé par CITAE. Ce bilan comporte :

- Les plaintes éventuelles des riverains et leur traitement ;
- Les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier ;
- Les incidents ou accidents environnementaux (accidents, pollutions accidentelles, retards importants, etc.) survenus durant le chantier et leur traitement ;
- Les quantités de déchets évacués, avec copie des bons de transport et de livraison ;
- Les surconsommations identifiées en énergie et fluides, accompagnés d'une analyse et d'une note d'information ;
- Les dépenses de nettoyage et les coûts de consommation en énergies et fluides associés ;
- L'analyse et propositions sur les remarques des organismes de contrôle en matière environnementale (bureaux de contrôle, étude de sol, pollution, etc.) ;
- La mise à jour des plans du chantier (cantonement, zone de stockage, etc.) en fonction des phases du chantier ;
- Les phases ultérieures présentant des inconvénients, des risques possibles ou des gênes.

Ce bilan permet d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place pour les réductions de nuisances environnementales et ainsi de capitaliser l'expérience acquise pour les chantiers futurs.

10. RISQUES ET PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Le maître d'ouvrage possède le pouvoir de sanction, en fonction de l'inobservance éventuelle des exigences de la charte par l'entreprise concernant notamment l'information du personnel, les mesures de protection de la santé des ouvriers et de l'environnement, la propreté du site, le tri des déchets et le respect des horaires.

Le Maître d'Œuvre d'exécution est désigné comme conciliateur en cas de litiges ; sa décision est considérée comme définitive.

Les dégâts, salissures, pollutions, causés par l'entrepreneur aux ouvrages de voiries, réseaux divers et aménagement général, seront réparés aux frais de l'entrepreneur.

Dans l'hypothèse où plusieurs entrepreneurs travailleraient en même temps sur le site, les frais de réparation, de nettoyage, de reprises des dégâts, traitements des pollutions seraient imputés de la façon suivante :

- Au responsable des dégâts ou salissures s'il est connu ;
- Dans le cas contraire, les frais seraient répartis au prorata de l'importance de leur marché entre les entrepreneurs ayant eu des travaux en cours pendant cette période et pour lesquels ces travaux présenteraient un risque possible d'entraîner des dégâts constatés.

De plus, les risques encourus en cas de non-respect de la réglementation sont importants (cf. article L 541-46 du Code de l'Environnement) et des pénalités seront appliquées pour chacune des infractions suivantes :

Dépôt de déchet(s) dans une benne non appropriée	500€ HT
Dépôts sauvages ou enfouissement de déchets	1000€ HT



Stockage de produits ou matériels en zone interdite	150€ HT
Matériel de chantier non-conforme	150€ HT/j. de présence
Non-respect du plan de circulation	500€ HT
Nettoyage non effectué	60€ HT/h. de nettoyage
Non-respect de toute autre disposition de la charte « Chantier Propre »	75€ HT
Absence à la réunion « Environnement »	80€ HT



11. ANNEXES

SYNTHESE DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES POUR L'ENTREPRISE

1. Déchets :

Récolter 100% des bordereaux de suivi des déchets réglementés (amiantes, emballages, déchets dangereux) ;

Récolter 100% des bordereaux de suivi des autres déchets.

2. Produits et matériaux :

Utiliser de l'huile de décoffrage végétale biodégradable

Récolter les FDES (Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire) ou données environnementales des principaux matériaux ;

Récolter les FDS (Fiche de Données de Sécurité) de tous les produits utilisés ;

Récolter 100% des bons de livraison des isolants (thermiques et acoustiques) ;

Récolter 100% des certificats ACERMI des isolants.

3. Impacts environnementaux :

Posséder un kit anti-pollution sur le chantier ;

Prévenir toute pollution des sols (bacs de rétention, bac de décantation des laitances de béton) ;

Installer des systèmes économes en énergie dans les cantonnements ;

Installer des systèmes hydro économes dans les cantonnements.

4. Nuisances :

Limiter les nuisances sonores et rejets de poussière ;

Privilégier la voie ferroviaire pour l'évacuation des déchets (notamment les terres polluées) et pour l'acheminement du béton.



Bordereau réglementaire de suivi des déchets



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :	
1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle :	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> barrique <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) : Nombre de colis :	
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée : tonne(s)	
7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé n° : Limite de validité : Personne à contacter : Tél : Fax : Mél :

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
---	--

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / /	Signature et cachet :
--	-----------------------

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Quantité réelle présentée : tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Signature : Date : / / Signature et cachet :	11. Réalisation de l'opération : Code D/R : Description : Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : Date : / / Signature et cachet :
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Tél : Fax : Mél :	

L'original du bordereau suit le déchet.



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets (suite)

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -

13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	14. Installation de destination prévue N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMD G (le cas échéant) : (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
16. Conditionnement : <input type="checkbox"/> berge <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
17. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récepissé n° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement : Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -

20. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récepissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
21. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récepissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.



PICTOGRAMMES DECHETS

DÉCHETS DANGEREUX MÉLANGES



AMIANTE



**AMIANTE
CIMENT**



BOIS TRAITÉ



**EMBALLAGES
SOUILLÉS**



HUILE



**CARTOUCHES
DANGEREUSES**



**DÉCHETS
DANGEREUX**



**PINCEAUX ET
CHIFFONS SOUILLÉS**



**PEINTURE
DANGEREUSE**



DÉCHETS D'EMBALLAGE

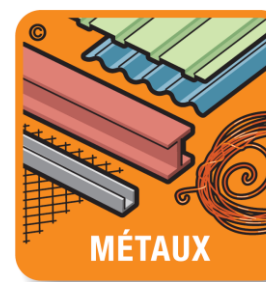
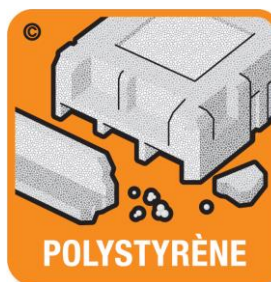
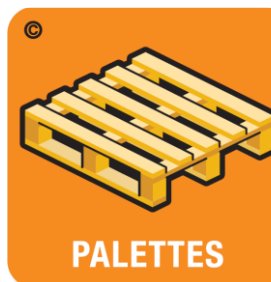
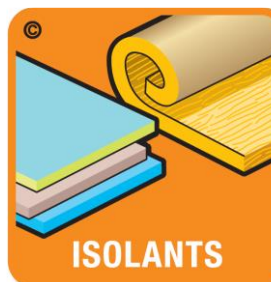


DÉCHETS INERTES MÉLANGÉS





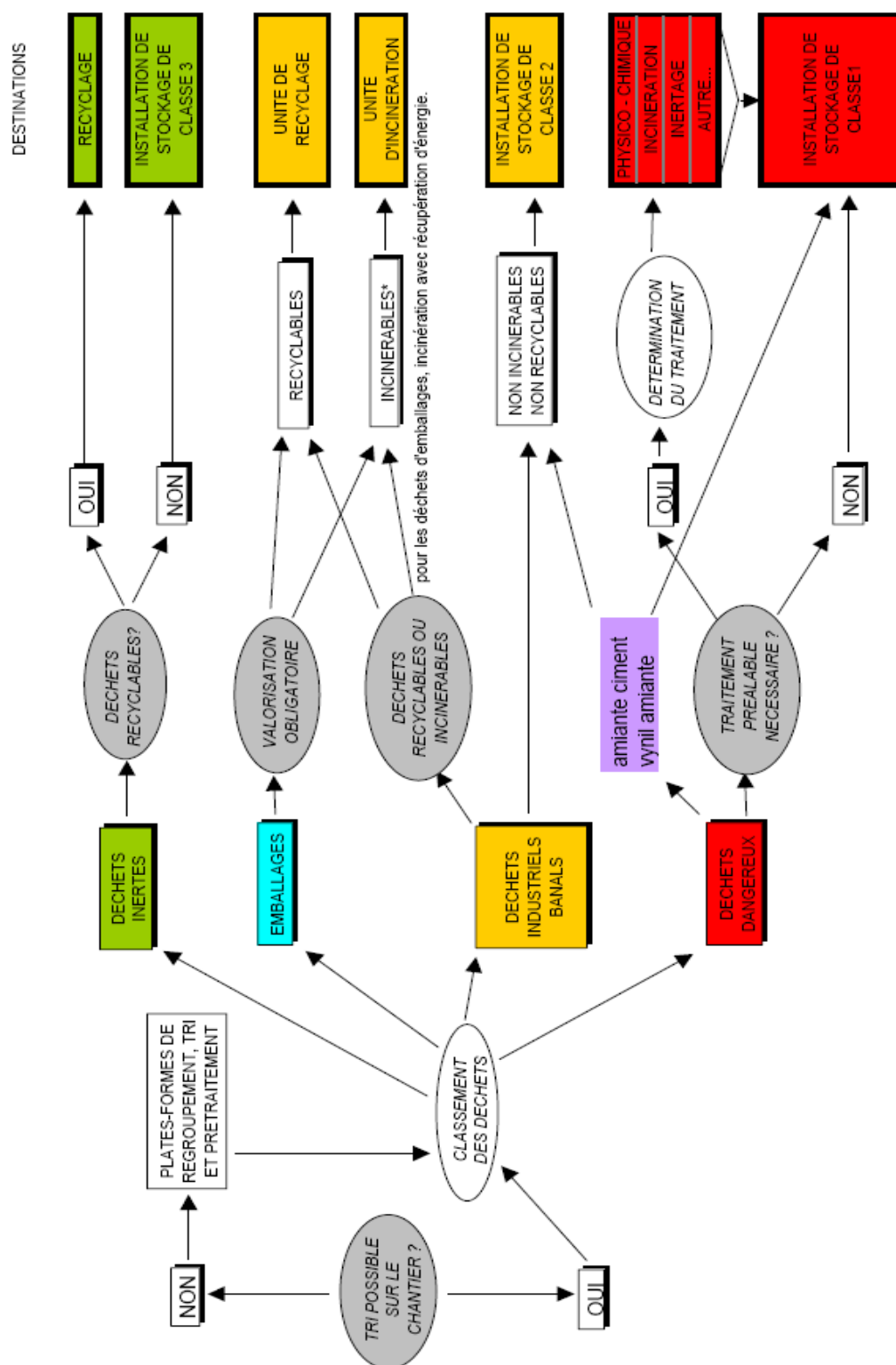
DÉCHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES



Ces logos autocollants sont disponibles à la SEBTP, 6-14 rue de la Pérouse, 75784 Paris Cedex (01.40.69.53.05).

Organigramme de gestion des déchets de chantier

ORGANIGRAMME D'ELIMINATION DE VOS DECHETS EN FONCTION DE LEUR NATURE



LES PICTOGRAMMES DU DANGER EVOLUENT

APPRENEZ A LES RECONNAITRE
SUR LES ETIQUETTES DES PRODUITS CHIMIQUES

LE DANGER EXISTE TOUJOURS

DISPARAITRONT
DEFINITIVEMENT EN 2015



E - Explosif



O - Comburant



F+ - Extrêmement inflammable



F - Facilement inflammable



C - Corrosif



T - Toxique



T+ - Très toxique



N - Dangereux pour l'environnement



Xi - Irritant



Xn - Nocif

A PARTIR DE 2009
Système Général Harmonisé



PRODUITS EXPLOSIFS



GAZ SOUS PRESSION



PRODUITS INFLAMMABLES



PRODUITS COMBURANTS



PRODUITS CORROSIFS



PRODUITS TOXIQUES



PRODUITS DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT



PRODUITS DANGEREUX POUR LA SANTE





CADRE DE RÉPONSE À LA DÉMARCHE CHANTIER PROPRE

Ce document est à joindre **OBLIGATOIREMENT** au dossier de réponse à l'appel d'offre.

Vous attestez avoir pris connaissance de la présente Charte Chantier Propre, jointe au dossier de candidature.

Nom de l'entreprise :

Nom du responsable de l'entreprise (déléataire du pouvoir de signature):

Téléphone :

Fax :

Mail :

Dans le cadre de la démarche CHANTIER PROPRE, un Responsable Environnement doit être nommé au sein de **chaque entreprise**.

Merci d'indiquer ci-dessous les coordonnées de la personne désignée sur le chantier.

Nom du responsable environnement :

Téléphone :

Mail :



12. COMPÉTENCES ET MÉTHODOLOGIE

VOS FORMATIONS

VOS METHODES D'ENCADREMENT ET DE CONTROLE SUR LE CHANTIER














13. IDENTIFICATION ET MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER















IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX	DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE A L'ORIGINE DE L'IMPACT (NATURE DES PRODUITS UTILISES, DU MATERIEL...).	PHASE ET DUREE PREVISIONNELLE	DISPOSITIONS PROPOSEES POUR LA MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
<input type="checkbox"/> Propreté / Impacts visuels			
<input type="checkbox"/> Bruit			
<input type="checkbox"/> Pollution de l'eau			
<input type="checkbox"/> Pollution de l'air (poussières...)			
<input type="checkbox"/> Pollution des sols			
<input type="checkbox"/> Circulation			
<input type="checkbox"/> Autres			



14. ORGANISATION ET GESTION DES DÉCHETS

CLASSE DES DECHETS		TYPE DE DECHETS	DATE PREVISIONNELLE DE PRODUCTION	ESTIMATION DE LA QUANTITE PRODUITE	UTILISATION DES BENNES DU CHANTIER (OUI OU NON)
DECHETS DANGEREUX	 PINCEAUX ET CHIFFONS SOUILLÉS				
	 BOIS TRAITÉ				
DECHETS D' EMBALLAGE	 EMBALLAGES SOUILLÉS				
	 DÉCHETS DANGEREUX				
DECHETS D' EMBALLAGE	 EMBALLAGES SOUILLÉS				
	 PEINTURE DANGEREUSE				
DECHETS D' EMBALLAGE	 BOIS TRAITÉ				
	 HUILE				
DECHETS D' EMBALLAGE	 CARTOUCHES DANGEREUSES				
	 EMBALLAGES				
DECHETS D' EMBALLAGE	 PAPIER CARTON				



CLASSE DES DECHETS		TYPE DE DECHETS	DATE PREVISIONNELLE DE PRODUCTION	ESTIMATION DE LA QUANTITE PRODUITE	UTILISATION DES BENNES DU CHANTIER (OUI OU NON)
DECHETS INERTES	 INERTES  INERTES AVEC PLÂTRE* *non recyclables  VERRE  TERRE NON POLLUÉE				
	 BOIS  CARTOUCHES NON DANGEREUSES  DÉCHETS NON DANGEREUX  DÉCHETS VERTS  ISOLANTS  PALETTES  PEINTURE NON DANGEREUSE  TERRE VÉGÉTALE  POLYSTYRÈNE  PLÂTRE ET PLAQUES DE PLÂTRE  PLASTIQUE  MÉTAUX  EMBALLAGES  PAPIER CARTON				



PRECISEZ LES MESURES SPECIFIQUES MISES EN ŒUVRE POUR LIMITER LA PRODUCTION DE DECHETS

Afin d'assurer un suivi de la production de déchets liées au chantier, vous vous engagez à nous transmettre copie des bordereaux de suivi des déchets ainsi que les preuves de leur valorisation.

Dans le cas d'un traitement privé de vos déchets, vous vous engagez à nous remettre votre autorisation de transport de déchets ainsi que tous les justificatifs de traitement.



15. LIMITATION DES NUISANCES LIÉES AU CHANTIER

RAPPEL DES EXIGENCES DE LA DEMARCHE CHANTIER PROPRE :

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles, sont utilisés sur le chantier, avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur de 5 dB(A), au seuil imposé par cet arrêté.

Liste des engins de chantier

Pour les engins listés à l'article 6, l'entreprise fournit les informations sur le niveau sonore de ces derniers. Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB de puissance acoustique seront sélectionnés. L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains, précisant la date, l'heure et la durée de leur utilisation.

Vous vous engagez à fournir les PV acoustiques et niveaux d'émissions polluantes de chaque engin ou véhicule utilisé sur le chantier.

16. CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION

Vous vous engagez à fournir les fiches caractéristiques de tous les matériaux mis en œuvre sur le chantier :

- Avis Techniques
- Fiches de Sécurité
- Fiches de Données Environnementales et Sanitaires (disponibles gratuitement sur www.inies.fr)
- Profils Environnementaux des Produits (PEP) (concerne uniquement le lot électricité)

Date :

Validation Entreprise :

Validation Référent Environnement :



Fiche « Accident Environnemental »

FICHE ACCIDENT ENVIRONNEMENTAL

Réfèrent environnement	Localisation de la pollution accidentelle		
	Nom du chantier :		
	Zone concernée :		
	Date de l'incident :		
	Description de la situation		
	Quantité estimée de polluant : Personnes concernées : Analyse des causes : Mesures immédiates prises :		
Maître d'ouvrage	Proposition d'action corrective		
	Délai de mise en application		Responsable de mise en application
	Date:	Nom:	Visa:
	<i>A capitaliser dans le classeur "chantier vert" et à transmettre au maître d'ouvrage</i>		
Maître d'ouvrage	Vérification de la mise en place		
	Constat de l'efficacité: <input type="checkbox"/> action efficace <input type="checkbox"/> action non efficace Commentaires:		
	Date:	Nom:	Visa:
	Clôture de la fiche		
	<input type="checkbox"/> Action mise en œuvre et efficace (fiche soldée) <input type="checkbox"/> Action mise en œuvre et inefficace (nouvelle fiche d'amélioration n°) <input type="checkbox"/> Fiche classée sans suite		
	Date:	Nom:	Visa:
<i>A capitaliser dans le classeur "chantier vert" et à transmettre au référent environnement</i>			